

PRÉFET DES VOSGES

DIRECTION DE L'ANIMATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral n° 2205/2014 du 13 OCT. 2014
portant constitution de garanties financières pour la mise en sécurité du site
exploité par l'établissement SAS CROUVEZIER DEVELOPPEMENT à Gérardmer.

Le préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles R516-1 à R516-6 ;
- Vu la nomenclature des installations classées ;
- Vu le décret du Président de la République du 22 février 2013 portant nomination de M. Gilbert PAYET en qualité de préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté n°565/2006 du 21 février 2006 modifié autorisant l'établissement SAS CROUVEZIER DEVELOPPEMENT à poursuivre l'exploitation d'une unité de blanchiment textile sur le territoire de la commune de Gérardmer ;
- Vu l'arrêté n°420/14 du 7 mars 2014 portant délégation de signature de M. Éric Requet secrétaire général ;
- Vu l'arrêté n°2116/14 du 26 septembre 2014 habilitant M. Yves CAMIER, sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges, à exercer la suppléance de M. le secrétaire général de la préfecture des Vosges ;
- Vu la proposition de calcul des garanties financières transmise par l'exploitant par courrier du 14 mai 2014, modifiée par courriels les 20 et 30 juin 2014 ;
- Vu l'avis et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 7 juillet 2014 ;

Adresse postale : Préfecture des Vosges - Place Foch - 88026 EPINAL CEDEX
Téléphone : 03 29 69 88 88 - Télécopie : 03 29 82 42 15

Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 23 septembre 2014 ;

Vu le projet d'arrêté transmis pour observations éventuelles à l'établissement SAS CROUVEZIER DEVELOPPEMENT le 23 septembre 2014 ;

Considérant que l'établissement SAS CROUVEZIER DEVELOPPEMENT n'a émis aucune remarque sur le projet d'arrêté ;

Considérant que l'établissement SAS CROUVEZIER DEVELOPPEMENT est soumis à l'obligation de constituer des garanties financières pour l'installation qu'il exploite au 101 chemin du Cresson sur la commune de Gérardmer en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé ;

Considérant que l'installation exploitée est notamment soumise à l'autorisation au titre de la rubrique 2330 de la nomenclature des installations listées par l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, et qu'elle est considérée comme existante au sens de ce même arrêté ;

Considérant que la proposition de calcul de garanties financières transmise par l'exploitant est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé et conclut à un montant de garanties inférieur à 75 000 euros ;

Considérant en conséquence que l'exploitant n'est pas tenu de constituer des garanties financières, conformément aux dispositions libératoires de l'article R516-1-5 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges;

ARRETE

Article 1 : Champ d'application

L'établissement SAS CROUVEZIER DEVELOPPEMENT dont le siège social est situé 101 chemin du Cresson 88400 GERARDMER, est tenu de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté pour son site de Gérardmer.

Article 2 : Garanties financières

Article 2.1 : Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour l'ensemble des installations exploitées sur le site, listées à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé, au titre du 5° du IV de l'article R516-2 du code de l'environnement, et à leurs installations connexes.

Elles sont constituées dans le but de garantir, en cas de défaillance de l'exploitant, la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

Article 2.2 : Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières est fixé à **57 627,86** euros TTC avec un indice TP01 de 703,9 (JO du 31 décembre 2013) et d'un taux de TVA de 20 %.

Article 2.3 : Établissement des garanties financières

Conformément à l'article R516-1 du code de l'environnement, l'exploitant n'est pas tenu de constituer des garanties financières.

Article 2.4 : Révision du montant des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant des garanties financières et doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

Article 3 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet des Vosges les documents établissant ses capacités techniques et financières et, le cas échéant, l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières, au moins trois mois avant le changement effectif d'exploitant.

Lorsque le changement d'exploitant n'est pas subordonné à une modification du montant des garanties financières, l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques n'est pas requis. A défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet des Vosges vaut autorisation de changement d'exploitant.

Article 4 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :

Déchets et produits dangereux	Quantité maximale présente sur le site
Résidus chimiques : liants, résines, pigments, blanchiments, azurants optiques, adoucissants, ...	19 tonnes

Déchets non dangereux	Quantité maximale présente sur le site
Emballages plastiques	60 containers de 1 m ³ et 20 palettes de fûts
Boues de station d'épuration	900 m ³
Déchets industriels banals ultimes	4 tonnes
Plastique	3 tonnes
Carton	3 tonnes
Métal	4 tonnes
Textile	50 tonnes

L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks des déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 :

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 6 :

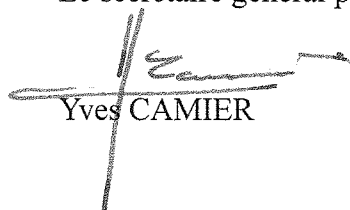
Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture des Vosges, le sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement et le maire de Gérardmer, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement SAS CROUVEZIER DEVELOPPEMENT et dont copie sera déposée à la mairie de Gérardmer et pourra être consultée. De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie de Gérardmer pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges, pour une durée identique, et sera affichée en permanence de façon visible sur l'exploitation par les soins du pétitionnaire. Un avis sera également inséré, par les soins du préfet des Vosges et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département des Vosges.

Fait à Épinal, le 13 OCT. 2014

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général par suppléance


Yves CAMIER

Délais et voies de recours : *Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, et par les tiers dans un délai d'un an à compter de la dernière formalité de publicité, dans les conditions prévues par les articles L514-6 et R514-3-1 du code de l'environnement.*